

Kumulika: Rétrospective de la Commission Africaine

[View online](#)

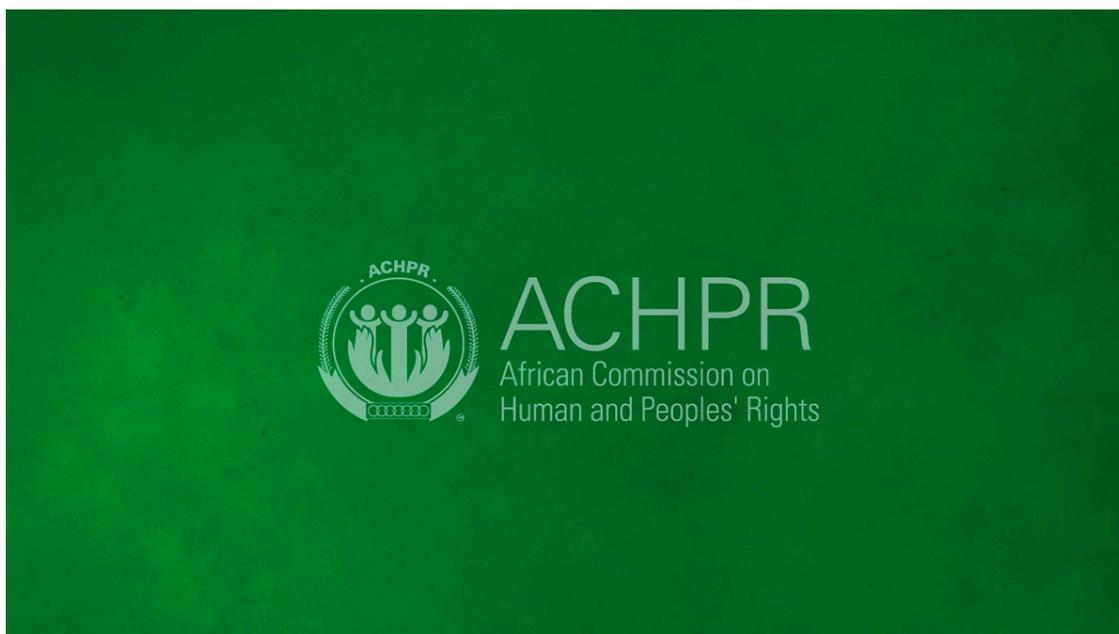
Photo: © ACHPR

RÉSUMÉ DE LA 77^e SESSION

La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) a tenu sa **77^e session ordinaire** à Arusha, Tanzanie, du 20 octobre au 9 novembre 2023 - au terme d'un des rassemblements les plus fréquentés dans l'histoire de l'institution, avec plus de 1600 personnes sur place. La session a été précédée par le **Forum sur la participation des ONG**, du 16 au 18 octobre.

Lisez le communiqué final de la 77^e session [ici](#).

CONCLUSIONS DE LA 77^e SESSION DE LA COMMISSION



Devant une salle comble, la Commission a réélu trois de ses membres en exercice, dont Rémy Ngoy Lumbu, qui a également été reconduit pour un mandat supplémentaire de deux ans à la présidence de la CADHP. La session a accueilli 12 tables rondes et a vu le lancement de 7 documents, ainsi que deux examens de pays et l'adoption de 8 résolutions de pays.

[LIRE LA SUITE >](#)



FORMATION POUR SOUTENIR L'IMPACT DES DÉFENSEUR·E·X-S AUPRÈS DE LA COMMISSION

Avant la session, ISHR et l'African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS) ont organisé une formation



DÉBAT SUR LES LOIS ENTRAVANT LE TRAVAIL DES ACTIVISTES EN AFRIQUE

ISHR, KUTAKESA et African Defenders ont organisé un événement pour analyser les tendances récentes en ce qui

pour 24 défenseurs sur l'engagement stratégique avec la CADHP.

[LIRE LA SUITE >](#)



LES ÉTATS DOIVENT RENFORCER LES CADRES JURIDIQUES PROTÉGÉANT LES DÉFENSEUR-E-X-S

Dans une déclaration, ISHR a dénoncé une inquiétante série de lois et de politiques restrictives - notamment en Angola et au Zimbabwe -, soulignant la nécessité de garantir que les mesures et mécanismes existants pour protéger les activistes soient efficaces.

[LIRE LA SUITE >](#)



concerne les lois limitant la liberté d'association et leurs impacts sur le travail des défenseur-e-x-s.

[LIRE LA SUITE >](#)



IL FAUT UN INSTRUMENT LÉGAL POUR LA PROTECTION DES DROITS ENVIRONNEMENTAUX EN AFRIQUE

Pour renforcer la protection de l'environnement et des personnes qui le défendent, ISHR a rejoint une coalition pour des accords régionaux sur l'environnement appelant la Commission à élaborer un instrument continental qui consacrerait les droits environnementaux.

[LIRE LA SUITE >](#)



LA COMMISSION OCTROIE LE STATUT D'OBSERVATEUR À NEUF ONG ET REJETTE CINQ DEMANDES

Pour garantir la prévisibilité et la certitude juridique, la Commission devrait clarifier le contenu et la nature d'un critère exigeant des organisations requérantes qu'elles aient des bureaux en Afrique.

[LIRE LA SUITE >](#)

PROBLÈMES ET SOLUTIONS POSSIBLES AU RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE

Face à l'érosion de l'espace civique, cette table ronde a souligné l'urgence d'agir pour préserver les libertés d'association, de réunion et d'expression, mettant l'accent sur le rôle des défenseur·e·x·s.

[LIRE LA SUITE >](#)

LISEZ L'ENSEMBLE DE NOS ARTICLES SUR LE FORUM DES ONG ET LA 77^e SESSION DE LA COMMISSION:

- En Tanzanie, la société civile valide une politique sur les défenseur·e·x·s [LIRE LA SUITE >](#)
 - Une déclaration pour protéger les défenseur·e·x·s en Afrique [LIRE LA SUITE >](#)
 - La Commission souligne l'importance de sa relation avec les ONG et les INDH [LIRE LA SUITE >](#)
 - Les États doivent offrir aux défenseur·e·x·s un environnement sûr et mettre fin aux représailles [LIRE LA SUITE >](#)
 - Consultation relative à l'étude des répercussions du changement climatique sur les droits humains en Afrique [LIRE LA SUITE >](#)
 - Aperçu de la protection de l'environnement et dénonciation des violations de droits par les entreprises [LIRE LA SUITE >](#)
 - Les défenseur·e·x·s de l'environnement demandent à la Commission de mieux les protéger [LIRE LA SUITE >](#)
 - Renforcer la participation de la société civile dans la ZLECAf [LIRE LA SUITE >](#)
 - Lutter contre le racisme, la xénophobie et la discrimination auxquels font face les migrant·e·x·s en Afrique [LIRE LA SUITE >](#)
 - Les réseaux contribuent à renforcer la protection des femmes défenseuses des droits humains en Afrique [LIRE LA SUITE >](#)
-

RÉSUMÉ DE LA 75e SESSION

Plus tôt dans l'année, la Commission a tenu sa 75e session ordinaire dans un format hybride, du 3 au 23 mai 2023, avec des réunions présentielles à Banjul, Gambie.

[Lisez le communiqué final de la 75e session ici.](#)

LE SYSTÈME AFRICAÏN DES DROITS HUMAINS DOIT EXPLOITER TOUT SON POTENTIEL POUR PROTÉGER LES DÉFENSEUR·E·X·S



Dans une déclaration sur l'impact des changements anticonstitutionnels de gouvernements sur les droits des défenseur·e·x·s, ISHR a appelé le point focal sur les représailles à publier son premier rapport.

[LIRE LA SUITE >](#)



DANS SA MISE EN ŒUVRE, LA PROTECTION DES DÉFENSEUR·E·X·S DOIT RESPECTER LES NORMES RÉGIONALES

ISHR a appelé à la pleine mise en œuvre des lois protégeant les défenseur·e·x·s, dénonçant les violations subies par les femmes défenseuses au Soudan et le rejet des demandes de statut d'observateur par les ONG travaillant sur les droits des personnes LGBTIQ+.

[LIRE LA SUITE >](#)



RENFORCER LA MISE EN ŒUVRE DES LIGNES DIRECTRICES SUR LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION ET DE RÉUNION EN AFRIQUE

Six ans après leur adoption par la Commission, le cadre ambitieux défini par les Lignes directrices sur la liberté d'association et de réunion en Afrique, où l'espace civique reste restreint, demeure pour l'essentiel un vœu pieux dans de nombreuses régions.

[LIRE LA SUITE >](#)



LA COMMISSION EXAMINE LA RÉFORME DES ORGANES JUDICIAIRES ET QUASI JUDICIAIRES DE L'UNION AFRICAINE

Lors d'un débat sur la réforme des organes judiciaires et quasi judiciaires de



LA COMMISSION DOIT TRAVAILLER À L'ÉLABORATION D'UN INSTRUMENT PROTÉGEANT L'ENVIRONNEMENT ET LES DÉFENSEUR·E·X·S

Dans une déclaration sur la situation du village ivoirien de Similimi, affecté par des

l'Union africaine, les commissaires et les intervenant·e·x·s ont appelé à un processus qui permettrait d'éviter toute régression tout en gagnant en efficacité.

activités extractives, ISHR a appelé à la mise en place d'un instrument juridique africain pour protéger l'environnement et les activistes qui le défendent.

[LIRE LA SUITE >](#)

[LIRE LA SUITE >](#)

LISEZ L'ENSEMBLE DE NOS ARTICLES SUR LA 75e SESSION DE LA COMMISSION:

- La mise en œuvre de la ZLECAf doit reposer sur une démarche centrée sur les droits humains [LIRE LA SUITE >](#)
 - Le Sénégal doit adopter une loi sur la protection des défenseur·e·x·s des droits humains [LIRE LA SUITE >](#)
 - Les États doivent fournir des données significatives concernant les droits économiques, sociaux et culturels [LIRE LA SUITE >](#)
 - La Zambie doit mettre en œuvre des mesures préventives pour mieux protéger les défenseur·e·x·s [LIRE LA SUITE >](#)
-



ISHR would like to thank Irish Aid for their generosity in supporting this publication.

Kumulika is a newsletter produced by ISHR with the aim of informing readers of developments and opportunities around the African Commission on Human and Peoples' Rights.



Copyright © 2024 ISHR, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#)